

Évolutions bancaires et monétaires en Polynésie française au 30 septembre 2014

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Conséquence d'une activité mondiale plus faible que prévu au premier semestre 2014, le Fonds monétaire international (FMI) a revu ses prévisions de croissance pour l'économie mondiale à la baisse, à 3,3 % pour cette année et à 3,8 % en projection pour 2015.

Le PIB en volume de la zone euro a augmenté de 0,2 % au troisième trimestre de l'année (variation trimestrielle). Cette évolution est conforme aux précédentes indications d'un ralentissement de la dynamique de croissance en zone euro. Ces éléments sont reflétés dans les projections macroéconomiques de décembre 2014 établies par les services de l'Eurosystème pour la zone euro, qui prévoient une hausse du PIB annuel en volume de 0,8% en 2014, de 1,0% en 2015 et de 1,5% en 2016.

Lors de sa réunion du 4 décembre 2014, le Conseil des gouverneurs de la BCE a décidé que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt demeureront inchangés, à respectivement 0,05 %, 0,30 % et -0,20 %. Par ailleurs, s'agissant des mesures non conventionnelles de politique monétaire, la BCE a débuté courant octobre ses achats d'obligations sécurisées (covered bonds) et courant novembre les achats de titres adossés à des actifs (asset-backed securities). Ces programmes d'achats dureront au moins deux ans. Par ailleurs, la deuxième opération de refinancement à plus long terme ciblée (targeted longer-term refinancing operations ou TLTRO) sera lancée courant décembre, suivie de six autres opérations de ce type jusqu'en juin 2016. Ces mesures visent à rapprocher le bilan de la BCE des dimensions qu'il affichait début 2012. Lors de la conférence de presse qu'il a tenue à l'issue du Conseil, Mario Draghi, Président de la BCE a notamment indiqué que « S'il devenait nécessaire d'accentuer la réponse aux risques d'une période trop prolongée de faible inflation, le Conseil des gouverneurs continue d'affirmer unanimement son engagement à recourir à des instruments non conventionnels supplémentaires dans le cadre de son mandat. Cela impliquerait de modifier en début d'année prochaine l'ampleur, le rythme et le contenu de nos mesures. En réponse à la demande du Conseil des gouverneurs, les services de la BCE et les comités compétents de l'Eurosystème ont accéléré les préparatifs techniques en vue de nouvelles mesures qui pourraient, le cas échéant, être mises en œuvre en temps voulu. Toutes nos mesures de politique monétaire ont pour objet de soutenir l'ancrage solide des anticipations d'inflation à moyen et long terme, conformément à notre objectif de maintenir l'inflation à des taux inférieurs à, mais proches de, 2 %, et contribuent à ramener les taux d'inflation à ce niveau. »

SITUATION DU SYSTÈME BANCAIRE LOCAL

Dans un contexte de stabilisation de l'économie polynésienne, et alors que l'indicateur du climat des affaires demeure favorable, l'activité bancaire s'améliore au troisième trimestre 2014. Elle est caractérisée par une légère reprise de l'encours des crédits et une meilleure collecte des dépôts. La sinistralité du portefeuille des banques se maintient tout en demeurant à un niveau élevé. La masse monétaire M3 affiche une nouvelle progression. La position extérieure nette des banques locales demeure excédentaire pour le deuxième trimestre consécutif.

Reprise de l'encours des crédits

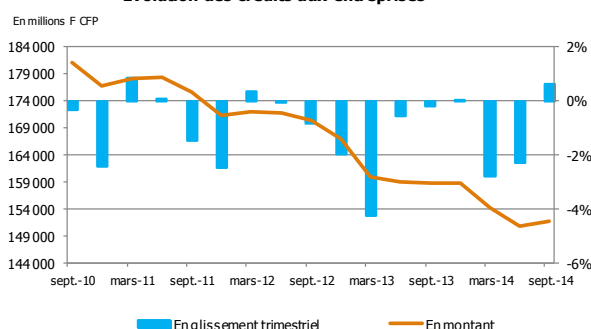
L'encours sain des crédits octroyés par les banques locales affiche un léger rebond à fin septembre 2014 (+0,3 % sur trois mois) après deux trimestres de recul. Cette évolution s'explique par l'amélioration du rythme de croissance des crédits aux entreprises (+0,6 %, après -2,3 % à fin juin 2014) et des crédits aux particuliers (+0,5 % après +0,3 % à fin juin 2014).

Léger rebond des crédits aux entreprises

L'encours sain des crédits aux entreprises augmente de 0,6 % sur trois mois, sans toutefois compenser la baisse des derniers trimestres (recul de 4,4 % sur l'année).

Après deux trimestres de repli, l'encours des crédits d'investissement affiche un rebond de 2,7 % (+8,2 % en glissement annuel), grâce à la mise en place de prêts significatifs, notamment en faveur du secteur des transports. Bien que revues à la baisse, les prévisions d'investissement à un an des chefs d'entreprise demeurent favorablement orientées, témoignant, depuis une année, d'une meilleure confiance sur le moyen terme.

Évolution des crédits aux entreprises



En revanche, les crédits d'exploitation poursuivent leur baisse, mais à un rythme moindre ce trimestre (-0,9 % après -3,2 % en juin 2014).

Croissance continue des crédits aux ménages

L'encours sain des crédits aux ménages affiche une nouvelle progression de 0,5 %, après +0,3 % à fin juin 2014, grâce à la bonne tenue des crédits à l'habitat.

Principale composante de l'endettement des ménages, les crédits à l'habitat poursuivent l'évolution à la hausse engagée depuis plusieurs trimestres à la faveur de taux d'intérêt bas (+1,0 % après +0,7 % le trimestre précédent).

En revanche, l'encours des crédits à la consommation décline de nouveau (-1,8 % sur le trimestre, après -2,0 % précédemment), prolongeant une tendance négative constatée depuis cinq ans.

Repli des crédits aux collectivités locales

L'encours sain des crédits aux collectivités locales recule de 6,2 % à fin septembre 2014 (après +3,4 % le trimestre précédent), mais demeure stable sur l'année à 12,1 milliards de F CFP. Les crédits consentis sont destinés essentiellement à financer les investissements des collectivités locales.

Une sinistralité toujours importante

La qualité du portefeuille de créances des banques de la place se maintient au troisième trimestre 2014. L'encours des créances douteuses brutes se replie légèrement (-0,4 % sur le trimestre) à 63,2 milliards de F CFP. En glissement annuel, il augmente de 4,3 %.

Le taux de créances douteuses brutes s'établit à 13,2 % (-0,1 point sur le trimestre, +0,5 point sur l'année). Pour sa part, le taux de provisionnement s'élève à 60,3 % (+1,2 point sur le trimestre ; +3,5 points sur l'année).

Hausse continue des dépôts locaux

Les actifs financiers collectés par le système bancaire local progressent de nouveau (+1,5 % sur le trimestre, après +2,1 % au 30 juin 2014), compensant la baisse des précédents trimestres. L'encours global affiche ainsi une hausse de 1,5 % en glissement annuel, à 406 milliards de F CFP.

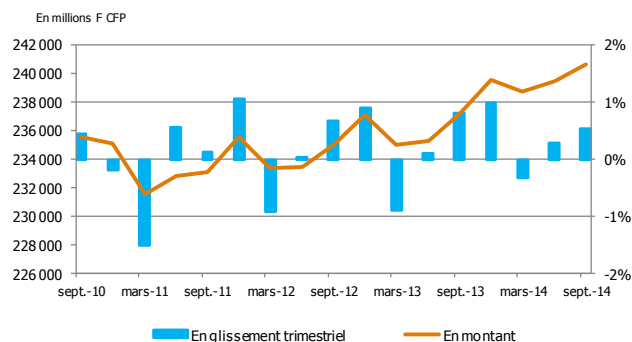
La collecte nette des dépôts à vue augmente de 0,8 % sur les trois derniers mois (après +2,6 % précédemment). Cette hausse est imputable aux entreprises (+2,4 %) et, dans une moindre mesure, aux particuliers (+0,5 %) alors que les autres agents voient leur encours reculer de 2,5 %. Toutefois, en glissement annuel, les dépôts à vue diminuent de 1,0 %.

Les dépôts à terme augmentent pour le troisième trimestre consécutif, mais à un rythme moindre (+0,7 %, après +3,2 % en juin 2014). L'augmentation des dépôts des autres agents (imputable à un important acteur institutionnel) et des ménages compense le retrait observé chez les entreprises (-10,6 %, à la suite du transfert temporaire d'un montant conséquent de fonds en titres de créances négociables). Sur une année, l'évolution des dépôts à terme sur l'année est positive à 0,5 %.

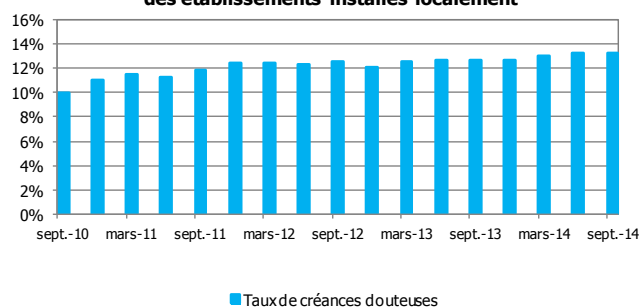
Croissance dynamique des autres placements auprès du système bancaire local

Les autres placements proposés à la clientèle polynésienne par les banques locales (contrats d'assurance-vie, OPCVM, actions, obligations, etc.), non transformables pour leur activité de financement, poursuivent leur progression sur le trimestre (+2 %, après +1,3 % en juin 2014), sous l'impulsion des contrats d'assurance-vie (+1,2 %), qui constituent le principal produit d'épargne géré à l'extérieur de la zone d'émission, et des obligations qui affichent un bond exceptionnel de 25,2 % sur le trimestre.

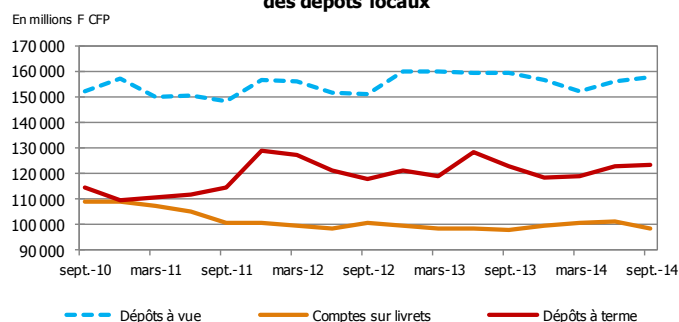
Évolution des crédits aux ménages



Évolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



Évolution des principales composantes des dépôts locaux

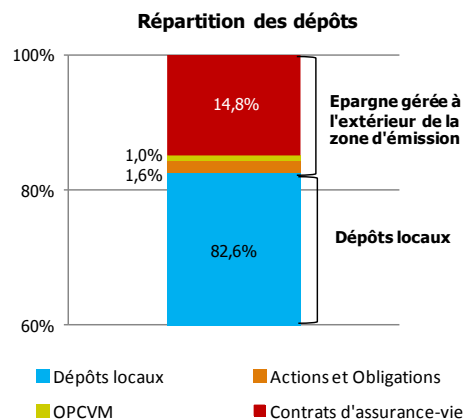


Au total, l'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques observe une évolution favorable en 2014 : +1,6 % au 30 septembre, après +0,4 % et +1,9 % les trimestres précédents. Sur l'année, l'encours progresse de 3,0 % pour s'établir à 492,1 milliards de F CFP, soit son plus haut niveau depuis cinq ans.

Les actifs financiers sont principalement détenus par les ménages (347,6 milliards de F CFP à fin septembre 2014) dont l'encours affiche une tendance haussière depuis plusieurs années. Toutefois, le rythme de croissance des avoirs des ménages marque le pas au cours du dernier trimestre (+0,1 %). Cette situation est caractérisée par la contraction des comptes sur livrets (-2,4 %), en lien avec la faiblesse des taux d'intérêt servis, au profit des placements à long terme (+1,8 %) et plus particulièrement du portefeuille-titre et des contrats d'assurance-vie jugés plus rémunérateurs. Sur l'année, la progression des dépôts détenus par les ménages est plus dynamique (+3,8 %) et concerne notamment les dépôts à vue et les contrats d'assurance-vie.

Les actifs des sociétés non financières progressent de nouveau (+2,5 % après +7,7 % à fin juin 2014). Cette hausse est imputable à l'amélioration des dépôts à vue (+2,4 %) et aux placements indexés sur le taux de marché (+2,8 %). Sur l'année, les actifs des entreprises affichent une croissance de 0,9 %, principalement sur les placements indexés sur le taux de marché (14,7 %).

Enfin, les actifs financiers des autres agents observent une progression de 14,6 % sur le trimestre (+2,0 % en glissement annuel), imputable aux comptes à terme (+58,4 %) à la faveur d'un transfert de fonds opéré par un agent institutionnel.

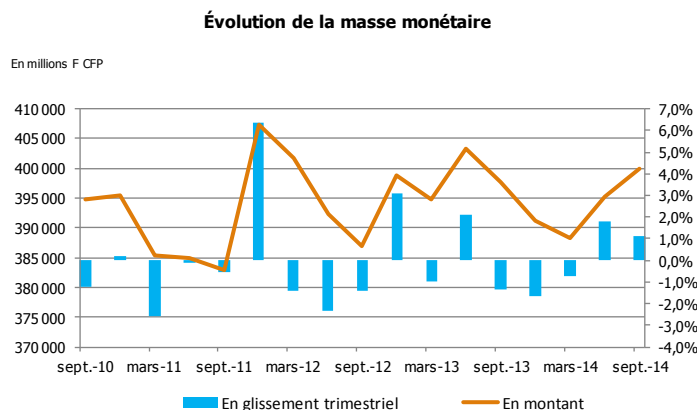


Amélioration du solde emplois-ressources des banques

Croissance de la masse monétaire

La masse monétaire M3 s'accroît de nouveau au 30 septembre 2014 (+1,1 %, après +1,8 % précédemment). Cette évolution favorable s'explique par la progression des dépôts à vue et à terme, au détriment des comptes sur livrets. Par ailleurs, résultante de l'opération de changement de gamme des billets en F CFP, le repli de la circulation fiduciaire s'accélère (-9,7 %, après -7,4 % en juin 2014 et -1,2 % en mars 2014).

Sur un an, la masse monétaire M3 progresse de 0,5 %, pour s'élever à près de 400 milliards de F CFP à fin septembre 2014.

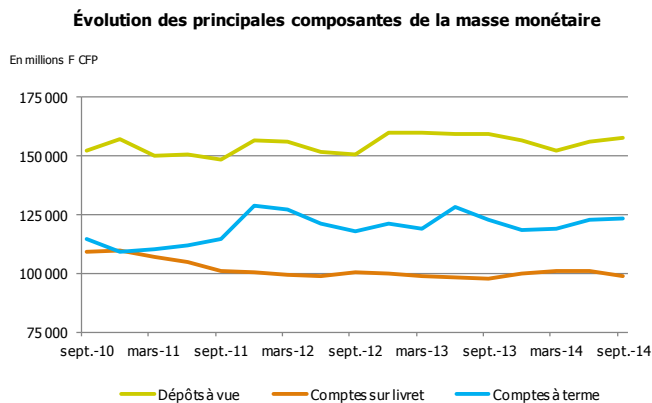
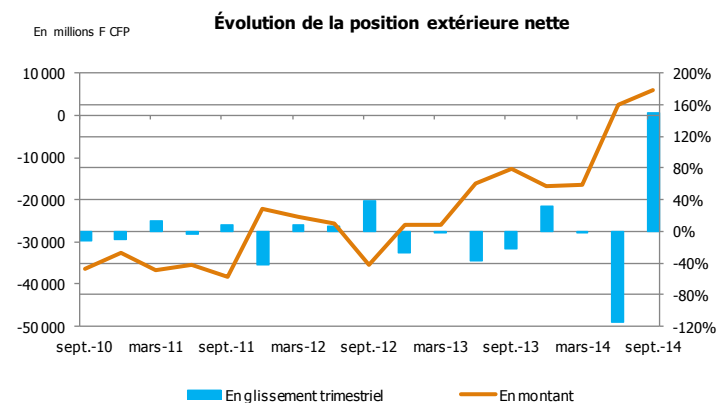


Amélioration de la position extérieure nette

À fin septembre 2014, les ressources des établissements de crédit locaux atteignent 502,7 milliards de F CFP, en progression de 1,6 % sur le trimestre et sur l'année. Essentiellement issues des dépôts collectés sur la place (78 % du total), elles sont complétées par les ressources propres des banques

Alors que les crédits bruts demeurent relativement stables sur le trimestre (+0,1 %), l'augmentation sensible des dépôts collectés (+1,3 %) conduit à une amélioration de 4,6 milliards de F CFP du solde emplois-ressources clientèle des banques locales, en déficit de 83,9 milliards de F CFP à fin septembre.

La position extérieure nette (différence entre les avoirs et les engagements situés hors de la zone d'émission) affiche une nouvelle amélioration sur le trimestre : elle s'élève à +6,1 milliards de F CFP à fin septembre 2014, après +2,4 milliards de F CFP à fin juin 2014, alors qu'elle était auparavant structurellement déficitaire. Cette inversion s'explique par de meilleures performances dans la collecte des dépôts, mais également par la faiblesse du marché du crédit.



ENDETTEMENT BANCAIRE GLOBAL DES AGENTS ÉCONOMIQUES

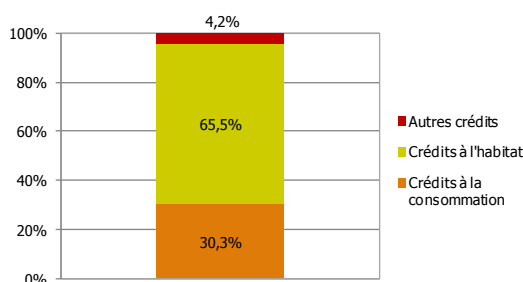
Parallèlement aux crédits à l'économie distribués par le système bancaire local, les agents économiques recourent également à des financements auprès d'établissements situés hors du territoire.

À fin septembre 2014, l'encours brut global des crédits accordés aux agents économiques locaux atteint 603 milliards de F CFP, en progression de 1,1 % sur le trimestre, mais en retrait de 0,3 % sur un an.

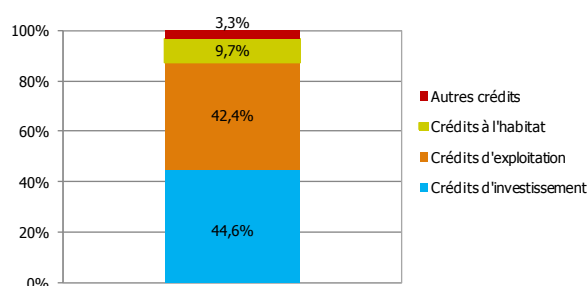
L'encours sain des crédits aux entreprises augmente de 0,7 % sur le trimestre, mais recule sur l'année (-4,5 %). En revanche, les crédits aux ménages progressent tant sur le trimestre (+0,5 %) que sur l'année (+0,9 %). Il en est de même pour les collectivités locales (+4,9 % sur trois mois, +0,2 % sur l'année).

La part de marché des établissements de crédit non installés localement représente 23 % des crédits accordés. Leur contribution au financement des collectivités locales est forte, puisqu'ils leur octroient 87 % de leurs crédits, tandis qu'ils interviennent à hauteur de 12,5 % pour les ménages (essentiellement sur les crédits à l'habitat), et de 4 % pour les entreprises.

Répartition des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux entreprises



MÉTHODOLOGIE

L'ensemble des données concernent des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit.

- L'IEOM distingue deux catégories d'établissements de crédit :
 - les établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE) qui disposent d'un guichet enregistré auprès de la Banque de France dans la collectivité concernée ;
 - les établissements de crédit hors zone d'émission (ECHZE) qui interviennent sans guichet officiel. Ils regroupent à la fois ceux disposant d'une représentation locale (AFD, CDC...) et ceux qui interviennent depuis la métropole sans aucune implantation locale.

L'analyse du système bancaire local exclut donc les ECHZE.

- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits auprès des ECZE, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas les encours collectés par les compagnies d'assurance intervenant sur le territoire.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » selon les types de crédits considérés : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux ménages, alors que les autres types de crédit sont dans les données des entreprises. Les placements des entrepreneurs individuels apparaissent dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

Le système bancaire local

Composantes de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	sept.-10	sept.-11	sept.-12	sept.-13	déc.-13	mars-14	juin-14	sept.-14	1 trim	1 an
Circulation fiduciaire	14 041	14 697	14 905	15 427	14 399	14 224	13 175	11 893	-9,7%	-22,9%
<i>Billets</i>	<i>12 018</i>	<i>12 640</i>	<i>12 794</i>	<i>13 257</i>	<i>12 193</i>	<i>12 030</i>	<i>10 973</i>	<i>9 690</i>	-11,7%	-26,9%
<i>Pièces</i>	<i>2 023</i>	<i>2 057</i>	<i>2 111</i>	<i>2 171</i>	<i>2 206</i>	<i>2 195</i>	<i>2 202</i>	<i>2 204</i>	0,1%	1,5%
Dépôts à vue	152 409	148 556	150 879	159 245	156 490	152 321	156 333	157 654	0,8%	-1,0%
TOTAL M1	166 449	163 252	165 783	174 673	170 889	166 545	169 508	169 548	0,0%	-2,9%
M2-M1	109 605	101 382	100 907	98 460	100 255	101 213	101 532	99 167	-2,3%	0,7%
Comptes sur livrets	109 385	101 078	100 566	98 042	99 845	100 808	101 132	98 772	-2,3%	0,7%
Comptes épargne logement	221	305	342	418	410	405	400	395	-1,3%	-5,6%
TOTAL M2	276 054	264 635	266 691	273 132	271 144	267 758	271 040	268 715	-0,9%	-1,6%
M3-M2	118 681	118 338	120 146	124 638	119 961	120 597	124 303	131 148	5,5%	5,2%
Dépôts à terme	114 579	114 642	118 000	122 898	118 304	118 891	122 643	123 488	0,7%	0,5%
Titres de créance négociables	452	1 015	0	0	0	0	0	6 000		
Bons de caisse	3 649	2 681	2 146	1 739	1 656	1 706	1 660	1 661	0,1%	-4,5%
TOTAL M3	394 735	382 973	386 837	397 770	391 105	388 355	395 342	399 863	1,1%	0,5%
P1	13 702	14 895	16 317	17 291	17 578	18 113	18 165	18 248	0,5%	5,5%
Plans d'épargne logement	13 702	14 895	16 317	17 291	17 578	18 113	18 165	18 248	0,5%	5,5%
Autres compte d'épargne à régime spécial	0	0	0	0	0	0	0	0		
M3+P1	408 437	397 868	403 154	415 061	408 682	406 468	413 508	418 112	1,1%	0,7%

Contreparties de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	sept.-10	sept.-11	sept.-12	sept.-13	déc.-13	mars-14	juin-14	sept.-14	1 trim	1 an
Avoirs hors zone d'émission	131 631	115 277	121 927	119 191	132 228	134 820	124 944	132 100	5,7%	10,8%
Institut d'émission	34 474	28 861	39 868	45 677	47 080	44 833	32 232	32 214	-0,1%	-29,5%
Etablissements de crédit	97 157	86 416	82 058	73 514	85 148	89 987	92 712	99 886	7,7%	35,9%
Créances du Trésor public	4 709	5 230	5 910	5 172	5 259	5 727	4 650	4 549	-2,2%	-12,0%
Concours sur ressources monétaires	258 395	262 466	259 000	273 408	253 618	247 808	265 749	263 214	-1,0%	-3,7%
Concours de caractère bancaire des EC locaux	481 681	483 240	484 404	479 028	482 798	478 558	477 823	478 249	0,1%	-0,2%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	223 286	220 774	225 404	205 620	229 180	230 750	212 074	215 035	1,4%	4,6%
<i>Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées</i>	<i>38 541</i>	<i>41 524</i>	<i>44 272</i>	<i>45 084</i>	<i>46 003</i>	<i>47 675</i>	<i>49 141</i>	<i>49 166</i>	0,1%	9,1%
<i>Provisions sur créances douteuses</i>	<i>25 326</i>	<i>28 627</i>	<i>31 205</i>	<i>34 482</i>	<i>35 970</i>	<i>36 499</i>	<i>37 541</i>	<i>38 140</i>	1,6%	10,6%
<i>Engagements hors zone d'émission</i>	<i>133 640</i>	<i>124 864</i>	<i>117 663</i>	<i>86 258</i>	<i>101 962</i>	<i>106 401</i>	<i>90 278</i>	<i>93 822</i>	3,9%	8,8%
<i>Epargne contractuelle</i>	<i>13 702</i>	<i>14 895</i>	<i>16 317</i>	<i>17 291</i>	<i>17 578</i>	<i>18 113</i>	<i>18 165</i>	<i>18 248</i>	0,5%	5,5%
<i>Divers</i>	<i>12 076</i>	<i>10 864</i>	<i>15 946</i>	<i>22 506</i>	<i>27 667</i>	<i>22 062</i>	<i>16 949</i>	<i>15 658</i>	-7,6%	-30,4%
Total M3	394 735	382 973	386 837	397 770	391 105	388 355	395 342	399 863	1,1%	0,5%
Position extérieure nette	-36 483	-38 448	-35 605	-12 744	-16 814	-16 414	2 434	6 064	149,2%	-147,6%

Équilibre emplois - ressources

	En millions de F CFP								Variations	
	sept.-10	sept.-11	sept.-12	sept.-13	déc.-13	mars-14	juin-14	sept.-14	1 trim	1 an
Emplois	502 961	498 929	503 975	494 601	497 111	494 152	494 691	502 762	1,6%	1,6%
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits bruts	481 681	483 240	484 404	479 028	482 798	478 558	477 823	478 249	0,1%	-0,2%
Réserves obligatoires et libres	21 280	15 689	19 571	15 573	14 313	15 594	14 434	18 448	27,8%	18,5%
Position extérieure nette des EC (si positive)	0	0	0	0	0	0	2 434	6 064	149,2%	
Ressources	502 961	498 929	503 975	494 601	497 111	494 152	494 691	502 762	1,6%	1,6%
Dépôts collectés (- encaisses)	383 877	372 594	376 581	389 058	381 208	381 129	389 288	394 335	1,3%	1,4%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	63 867	70 151	75 477	79 566	81 855	84 174	86 682	87 306	0,7%	9,7%
Excédent des opérations diverses des EC	16 835	14 933	14 128	10 334	13 255	8 736	15 099	17 783	17,8%	72,1%
Réescompte	1 898	2 803	2 185	2 899	3 978	3 699	3 622	3 338	-7,8%	15,2%
Position extérieure nette des EC (si négative)	36 483	38 448	35 605	12 744	16 814	16 414	0	0		-100,0%
Solde Emplois-Ressources Clientèle	97 804	110 646	107 823	89 970	101 590	97 428	88 535	83 914	-5,2%	-6,7%

Les placements

	En millions de F CFP								Variations	
	sept-10	sept-11	sept-12	sept-13	déc-13	mars-14	juin-14	sept-14	1 trim	1 an
Sociétés non financières	111 777,7	105 113,8	102 007,5	109 264,0	103 686,3	99 885,1	107 531,7	110 226,0	2,5%	0,9%
Dépôts à vue	65 996,7	63 110,7	60 098,1	68 204,3	66 522,0	59 616,5	61 746,2	63 201,9	2,4%	-7,3%
Placements liquides ou à court terme	45 234,5	41 508,1	41 350,8	40 503,1	36 601,0	39 696,9	45 191,5	46 473,7	2,8%	14,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,4	0,4	0,0	0,0	0,0	1,5	0,1	0,0	n.s.	n.s.
Placements indexés sur les taux de marché	45 234,1	41 507,8	41 350,8	40 503,1	36 601,0	39 695,4	45 191,4	46 473,7	2,8%	14,7%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>41 274,8</i>	<i>39 331,9</i>	<i>40 026,9</i>	<i>39 390,6</i>	<i>35 514,8</i>	<i>38 577,6</i>	<i>44 095,5</i>	<i>39 404,4</i>	-10,6%	0,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>2 226,3</i>	<i>427,4</i>	<i>640,0</i>	<i>556,5</i>	<i>545,6</i>	<i>545,9</i>	<i>525,4</i>	<i>520,4</i>	-1,0%	-6,5%
<i>dont certificats de dépôt</i>	<i>452,3</i>	<i>1 015,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>6 000,0</i>	n.s.	n.s.
Epargne à long terme	546,5	495,0	558,6	556,6	563,3	571,7	594,0	550,5	-7,3%	-1,1%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>370,0</i>	<i>249,5</i>	<i>421,4</i>	<i>336,4</i>	<i>342,8</i>	<i>342,7</i>	<i>360,3</i>	<i>333,9</i>	-7,3%	-0,8%
Ménages	325 611,4	328 554,3	331 788,5	334 873,4	339 796,3	344 888,6	347 088,3	347 573,2	0,1%	3,8%
Dépôts à vue	73 768,4	72 336,3	73 146,8	72 566,5	73 430,5	74 212,4	75 338,8	75 689,0	0,5%	4,3%
Placements liquides ou à court terme	167 368,1	165 307,9	165 562,5	168 843,1	171 380,2	171 286,7	171 219,3	169 548,5	-1,0%	0,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	106 844,0	98 537,6	98 794,6	96 331,8	98 070,0	99 006,0	99 319,1	96 975,7	-2,4%	0,7%
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>106 623,5</i>	<i>98 233,3</i>	<i>98 453,1</i>	<i>95 913,7</i>	<i>97 660,0</i>	<i>98 601,6</i>	<i>98 919,7</i>	<i>96 581,4</i>	-2,4%	0,7%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	<i>220,6</i>	<i>304,3</i>	<i>341,5</i>	<i>418,1</i>	<i>410,0</i>	<i>404,4</i>	<i>399,4</i>	<i>394,4</i>	-1,3%	-5,7%
Placements indexés sur les taux de marché	60 524,1	66 770,2	66 767,9	72 511,3	73 310,2	72 280,7	71 900,2	72 572,8	0,9%	0,1%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	<i>55 406,0</i>	<i>62 962,6</i>	<i>64 313,7</i>	<i>70 599,0</i>	<i>71 511,5</i>	<i>70 505,1</i>	<i>70 190,2</i>	<i>70 842,8</i>	0,9%	0,3%
<i>dont bons de caisse</i>	<i>2 365,9</i>	<i>1 945,2</i>	<i>1 455,8</i>	<i>1 181,0</i>	<i>1 113,3</i>	<i>1 131,6</i>	<i>1 086,6</i>	<i>1 109,6</i>	2,1%	-6,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>2 752,3</i>	<i>1 862,4</i>	<i>998,4</i>	<i>731,3</i>	<i>685,4</i>	<i>644,0</i>	<i>623,4</i>	<i>620,4</i>	-0,5%	-15,2%
Epargne à long terme	84 474,8	90 910,2	93 079,2	93 463,8	94 985,6	99 389,4	100 530,1	102 335,7	1,8%	9,5%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	<i>13 687,2</i>	<i>14 871,7</i>	<i>16 296,2</i>	<i>17 267,4</i>	<i>17 553,9</i>	<i>18 089,4</i>	<i>18 141,2</i>	<i>18 223,2</i>	0,5%	5,5%
<i>dont portefeuille-titres</i>	<i>5 637,1</i>	<i>5 215,4</i>	<i>6 059,0</i>	<i>6 482,7</i>	<i>6 680,2</i>	<i>6 747,9</i>	<i>6 730,3</i>	<i>7 777,0</i>	15,6%	20,0%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>6 023,9</i>	<i>5 124,1</i>	<i>4 590,9</i>	<i>4 134,8</i>	<i>4 092,3</i>	<i>3 945,5</i>	<i>3 829,1</i>	<i>3 622,3</i>	-5,4%	-12,4%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>59 126,7</i>	<i>65 699,0</i>	<i>66 133,1</i>	<i>65 579,0</i>	<i>66 659,4</i>	<i>70 606,7</i>	<i>71 829,5</i>	<i>72 713,1</i>	1,2%	10,9%
Autres agents	47 351,7	40 861,0	33 556,9	33 656,8	30 142,0	30 630,4	29 947,0	34 315,6	14,6%	2,0%
Dépôts à vue	12 643,4	13 108,8	17 633,9	18 474,6	16 537,7	18 492,3	19 248,0	18 763,5	-2,5%	1,6%
Placements liquides ou à court terme	21 621,0	15 632,1	15 813,8	15 067,5	13 494,8	12 030,9	10 587,2	15 449,0	45,9%	2,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	2 760,8	2 844,4	2 112,7	2 127,9	2 185,2	2 205,2	2 212,6	2 191,4	-1,0%	3,0%
Placements indexés sur les taux de marché	18 860,3	12 787,7	13 701,1	12 939,6	11 309,6	9 825,7	8 374,5	13 257,6	58,3%	2,5%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>17 898,6</i>	<i>12 347,7</i>	<i>13 659,7</i>	<i>12 908,9</i>	<i>11 278,2</i>	<i>9 808,5</i>	<i>8 357,2</i>	<i>13 240,3</i>	58,4%	2,6%
Epargne à long terme	13 087,3	12 120,1	109,2	114,7	109,5	107,3	111,9	103,1	-7,9%	-10,2%
Total actifs financiers	484 740,8	474 529,1	467 352,9	477 794,3	473 624,7	475 404,1	484 567,1	492 114,8	1,6%	3,0%
Dépôts à vue	152 408,5	148 555,7	150 878,8	159 245,4	156 490,2	152 321,2	156 333,0	157 654,4	0,8%	-1,0%
Placements liquides ou à court terme	234 223,6	222 448,0	222 727,1	224 413,7	221 476,0	223 014,5	226 998,0	231 471,2	2,0%	3,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	109 605,1	101 382,4	100 907,3	98 459,7	100 255,2	101 212,7	101 531,9	99 167,1	-2,3%	0,7%
Placements indexés sur les taux de marché	124 618,5	121 065,7	121 819,8	125 954,0	121 220,8	121 801,8	125 466,2	132 304,1	5,5%	5,0%
Epargne à long terme	98 108,6	103 525,4	93 747,0	94 135,2	95 658,5	100 068,4	101 236,0	102 989,2	1,7%	9,4%

	En millions de F CFP								Variations	
	sept-10	sept-11	sept-12	sept-13	déc-13	mars-14	juin-14	sept-14	1 trim	1 an
Dépôts locaux	394 396,8	383 171,6	388 249,8	399 633,9	394 283,9	392 244,4	400 332,7	406 218,3	1,5%	1,6%
Dépôts à vue	152 408,5	148 555,7	150 878,8	159 245,4	156 490,2	152 321,2	156 333,0	157 654,4	0,8%	-1,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	123 307,5	116 277,6	117 224,8	115 750,6	117 832,8	119 326,1	119 697,2	117 415,5	-1,9%	1,4%
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>108 981,5</i>	<i>100 686,7</i>	<i>100 565,7</i>	<i>98 041,6</i>	<i>99 845,2</i>	<i>100 807,8</i>	<i>101 132,1</i>	<i>98 772,4</i>	-2,3%	0,7%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	<i>220,6</i>	<i>304,6</i>	<i>341,5</i>	<i>418,1</i>	<i>410,0</i>	<i>404,9</i>	<i>399,8</i>	<i>394,7</i>	-1,3%	-5,6%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	<i>13 702,4</i>	<i>14 895,2</i>	<i>16 317,5</i>	<i>17 290,9</i>	<i>17 577,6</i>	<i>18 113,4</i>	<i>18 165,3</i>	<i>18 248,4</i>	0,5%	5,5%
Dépôts à terme	114 579,3	114 642,2	118 000,2	122 898,5	118 304,5	118 891,2	122 642,9	123 487,5	0,7%	0,5%
Bons de caisse	3 649,1	2 681,1	2 146,0	1 739,5	1 656,4	1 705,9	1 659,6	1 660,9	0,1%	-4,5%
Titres de créances négociables	452,3	1 015,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6 000,0	n.s.	n.s.
Epargne hors zone d'émission	90 344,0	91 357,5	79 103,1	78 160,3	79 340,8	83 159,7	84 234,3	85 896,5	2,0%	9,9%
<i>dont actions</i>	<i>2 827,0</i>	<i>2 499,8</i>	<i>2 339,1</i>	<i>2 696,9</i>	<i>2 908,9</i>	<i>2 939,6</i>	<i>2 897,5</i>	<i>2 882,7</i>	-0,5%	6,9%
<i>dont obligations</i>	<i>3 117,5</i>	<i>3 034,6</i>	<i>3 927,1</i>	<i>4 086,0</i>	<i>4 066,3</i>	<i>4 110,1</i>	<i>4 145,0</i>	<i>5 188,7</i>	25,2%	27,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>5 937,7</i>	<i>2 727,3</i>	<i>1 673,6</i>	<i>1 316,1</i>	<i>1 259,9</i>	<i>1 204,7</i>	<i>1 163,6</i>	<i>1 155,7</i>	-0,7%	-12,2%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>19 335,1</i>	<i>17 396,8</i>	<i>5 030,2</i>	<i>4 482,4</i>	<i>4 446,3</i>	<i>4 298,6</i>	<i>4 198,7</i>	<i>3 956,3</i>	-5,8%	-11,7%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>59 126,7</i>	<i>65 699,0</i>	<i>66 133,1</i>	<i>65 579,0</i>	<i>66 659,4</i>	<i>70 606,7</i>	<i>71 829,5</i>	<i>72 713,1</i>	1,2%	10,9%
Total actifs financiers	484 740,8	474 529,1	467 352,9	477 794,3	473 624,7	475 404,1	484 567,1	492 114,8	1,6%	3,0%

Les concours des établissements locaux

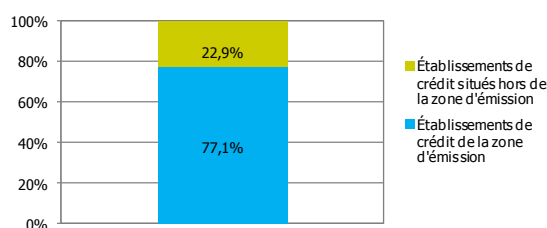
	En millions de F CFP								Variations	
	sept-10	sept-11	sept-12	sept-13	déc-13	mars-14	juin-14	sept-14	1 trim	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	94 873,6	92 213,3	85 204,2	74 848,9	73 044,3	69 456,704	67 267,5	66 651,6	-0,9%	-11,0%
<i>Créances commerciales</i>	<i>2 989,1</i>	<i>2 984,1</i>	<i>2 380,5</i>	<i>1 898,8</i>	<i>1 756,5</i>	<i>1 302,6</i>	<i>1 725,9</i>	<i>1 627,1</i>	-5,7%	-14,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	<i>47 544,0</i>	<i>49 361,5</i>	<i>45 743,2</i>	<i>39 075,1</i>	<i>37 173,7</i>	<i>33 549,6</i>	<i>32 511,0</i>	<i>31 389,2</i>	-3,5%	-19,7%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	<i>4 232,8</i>	<i>3 613,4</i>	<i>3 301,7</i>	<i>3 651,0</i>	<i>3 587,2</i>	<i>3 543,5</i>	<i>3 575,0</i>	<i>3 453,6</i>	-3,4%	-5,4%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	<i>44 340,6</i>	<i>39 867,8</i>	<i>37 080,4</i>	<i>33 875,0</i>	<i>34 114,2</i>	<i>34 604,4</i>	<i>33 030,6</i>	<i>33 635,4</i>	1,8%	-0,7%
Crédits d'investissement	54 225,2	54 309,9	58 789,5	60 332,4	65 332,5	64 448,3	63 564,4	65 284,5	2,7%	8,2%
<i>Crédits à l'équipement</i>	<i>53 020,2</i>	<i>53 374,4</i>	<i>57 932,2</i>	<i>59 444,6</i>	<i>64 348,6</i>	<i>63 465,5</i>	<i>62 802,3</i>	<i>64 080,7</i>	2,0%	7,8%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	<i>5 163,2</i>	<i>4 951,4</i>	<i>4 626,9</i>	<i>4 444,6</i>	<i>4 402,0</i>	<i>4 321,0</i>	<i>4 248,0</i>	<i>4 358,2</i>	2,6%	-1,9%
<i>Crédit-bail</i>	<i>1 205,0</i>	<i>935,5</i>	<i>857,2</i>	<i>887,9</i>	<i>983,9</i>	<i>982,7</i>	<i>762,1</i>	<i>1 203,8</i>	57,9%	35,6%
Crédits à l'habitat	18 708,4	17 951,8	17 308,3	16 045,5	14 846,1	15 211,7	14 821,6	14 509,0	-2,1%	-9,6%
Autres crédits	13 245,9	11 167,7	9 132,9	7 518,4	5 579,7	5 221,7	5 135,4	5 263,8	2,5%	-30,0%
Encours sain	181 053,2	175 642,8	170 434,8	158 745,3	158 802,7	154 338,4	150 788,9	151 708,9	0,6%	-4,4%
Ménages										
Crédits à la consommation	93 602,3	86 521,6	82 657,1	81 899,0	82 228,6	80 034,6	78 427,9	76 984,5	-1,8%	-6,0%
<i>Crédits de trésorerie</i>	<i>87 278,3</i>	<i>80 656,2</i>	<i>77 358,0</i>	<i>77 092,0</i>	<i>77 340,8</i>	<i>75 317,6</i>	<i>73 565,7</i>	<i>72 473,0</i>	-1,5%	-6,0%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	<i>4 332,9</i>	<i>3 917,3</i>	<i>3 519,9</i>	<i>3 194,0</i>	<i>3 261,6</i>	<i>3 074,2</i>	<i>2 981,9</i>	<i>2 978,3</i>	-0,1%	-6,8%
<i>Crédit-bail</i>	<i>1 991,1</i>	<i>1 948,0</i>	<i>1 779,2</i>	<i>1 613,0</i>	<i>1 626,2</i>	<i>1 642,8</i>	<i>1 880,3</i>	<i>1 533,3</i>	-18,5%	-4,9%
Crédits à l'habitat	135 847,0	140 081,5	144 969,9	147 687,1	149 151,3	149 846,2	150 850,6	152 423,1	1,0%	3,2%
Autres crédits	6 066,6	6 482,3	7 389,1	7 560,8	8 130,9	8 836,6	10 134,3	11 267,9	11,2%	49,0%
Encours sain	235 515,9	233 085,4	235 016,0	237 146,9	239 510,7	238 717,4	239 412,8	240 675,5	0,5%	1,5%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	662,1	658,7	613,7	4 549,6	5 079,8	5 312,8	5 793,9	5 409,2	-6,6%	18,9%
<i>Crédits de trésorerie</i>	<i>554,5</i>	<i>658,5</i>	<i>613,6</i>	<i>4 549,6</i>	<i>5 079,8</i>	<i>5 312,8</i>	<i>5 793,8</i>	<i>5 409,2</i>	-6,6%	18,9%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	<i>107,7</i>	<i>0,2</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,1</i>	<i>0,0</i>	n.s.	n.s.
Crédits d'investissement	7 376,7	7 118,2	7 436,3	6 871,9	6 564,7	6 526,6	6 480,4	6 069,6	-6,3%	-11,7%
<i>Crédits à l'équipement</i>	<i>7 376,7</i>	<i>7 118,2</i>	<i>7 436,3</i>	<i>6 871,9</i>	<i>6 564,7</i>	<i>6 526,6</i>	<i>6 480,4</i>	<i>6 064,6</i>	-6,4%	-11,7%
<i>Crédit-bail</i>								<i>5,0</i>	n.s.	n.s.
Crédits à l'habitat	65,7	359,2	319,5	292,8	281,2	279,4	267,8	266,0	-0,7%	-9,2%
Autres crédits	282,1	224,5	195,5	351,4	346,2	319,3	314,0	309,8	-1,3%	-11,8%
Encours sain	8 386,6	8 360,5	8 564,9	12 065,7	12 271,9	12 438,0	12 856,1	12 054,6	-6,2%	-0,1%
Autres agents										
Encours sain	8 667,7	9 014,7	9 444,2	10 462,0	11 406,9	10 873,7	11 358,5	11 072,6	-2,5%	5,8%
TOTAL										
Encours sain	433 623,3	426 103,4	423 459,9	418 419,9	421 992,2	416 367,5	414 416,4	415 511,6	0,3%	-0,7%
Créances douteuses brutes	48 059,0	57 162,2	60 962,6	60 625,9	60 849,5	62 205,7	63 428,3	63 205,3	-0,4%	4,3%
<i>Créances douteuses nettes</i>	<i>22 733,0</i>	<i>28 535,1</i>	<i>29 757,5</i>	<i>26 144,3</i>	<i>24 879,3</i>	<i>25 706,6</i>	<i>25 887,5</i>	<i>25 065,0</i>	-3,2%	-4,1%
<i>(dt) Entreprises</i>	<i>17 146,2</i>	<i>20 998,8</i>	<i>22 204,3</i>	<i>18 395,8</i>	<i>17 367,0</i>	<i>17 980,2</i>	<i>17 853,5</i>	<i>16 734,4</i>	-6,3%	-9,0%
<i>(dt) Ménages</i>	<i>5 573,8</i>	<i>7 450,9</i>	<i>7 514,3</i>	<i>7 713,1</i>	<i>7 425,2</i>	<i>7 691,7</i>	<i>7 979,3</i>	<i>7 386,5</i>	-7,4%	-4,2%
Provisions	25 326,0	28 627,2	31 205,1	34 481,6	35 970,1	36 499,1	37 540,8	38 140,3	1,6%	10,6%
Encours brut total	481 682,3	483 265,6	484 422,5	479 045,8	482 841,7	478 573,2	477 844,7	478 716,9	0,2%	-0,1%
Taux de créances douteuses	10,0%	11,8%	12,6%	12,7%	12,6%	13,0%	13,3%	13,2%	-0,1 pt	0,5 pt
Taux de provisionnement	52,7%	50,1%	51,2%	56,9%	59,1%	58,7%	59,2%	60,3%	1,2 pt	3,5 pts

Les crédits à l'économie

Ensemble des établissements de crédit

	En millions de F CFP								Variations	
	sept-10	sept-11	sept-12	sept-13	déc-13	mars-14	juin-14	sept-14	1 trim	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	95 070,3	93 335,0	85 520,8	75 167,5	73 439,8	69 762,4	67 588,2	66 981,6	-0,9%	-10,9%
Créances commerciales	2 989,1	3 081,2	2 488,8	2 014,9	1 879,3	1 419,9	1 837,6	1 735,6	-5,5%	-13,9%
Crédits de trésorerie	47 544,0	49 361,7	45 743,5	39 075,3	37 173,9	33 550,0	32 511,5	31 389,8	-3,4%	-19,7%
(dt) Entrepreneurs individuels	4 232,8	3 613,4	3 301,7	3 651,0	3 587,2	3 543,5	3 575,0	3 453,6	-3,4%	-5,4%
Comptes ordinaires débiteurs	44 537,2	40 892,1	37 288,6	34 077,2	34 386,6	34 792,5	33 239,2	33 856,1	1,9%	-0,6%
Crédits d'investissement	65 155,0	64 677,4	68 446,4	65 938,2	70 439,6	69 404,7	68 546,0	70 469,3	2,8%	6,9%
Crédits à l'équipement	63 664,4	63 460,5	67 335,0	64 801,8	69 222,8	68 185,0	67 559,9	69 046,2	2,2%	6,5%
(dt) Entrepreneurs individuels	5 186,0	5 007,4	4 626,9	4 444,6	4 402,0	4 321,0	4 248,0	4 358,2	2,6%	-1,9%
Crédit-bail	1 490,6	1 217,0	1 111,4	1 136,4	1 216,7	1 219,8	986,0	1 423,1	44,3%	25,2%
Crédits à l'habitat	18 708,4	17 972,3	18 168,4	16 894,6	15 692,2	16 055,4	15 662,2	15 346,6	-2,0%	-9,2%
Autres crédits	13 245,9	11 167,7	9 132,9	7 518,4	5 579,7	5 221,7	5 135,4	5 263,8	2,5%	-30,0%
Encours sain	192 179,6	187 152,6	181 268,5	165 518,6	165 151,3	160 444,2	156 931,8	158 061,3	0,7%	-4,5%
Ménages										
Crédits à la consommation	99 016,0	92 162,8	88 459,8	88 025,7	88 344,9	86 128,4	84 496,1	83 235,2	-1,5%	-5,4%
Crédits de trésorerie	92 692,1	86 295,1	83 160,5	83 217,1	83 454,8	81 409,1	79 630,9	78 720,6	-1,1%	-5,4%
Comptes ordinaires débiteurs	4 332,9	3 917,3	3 520,0	3 194,0	3 261,6	3 074,2	2 981,9	2 978,3	-0,1%	-6,8%
Crédit-bail	1 991,1	1 950,3	1 779,3	1 614,6	1 628,5	1 645,1	1 883,3	1 536,3	-18,4%	-4,8%
Crédits à l'habitat	162 736,4	169 415,6	174 236,3	176 717,8	178 083,0	178 423,8	178 795,8	180 234,4	0,8%	2,0%
Autres crédits	6 091,1	6 482,3	7 389,1	7 692,5	8 375,8	9 062,3	10 357,7	11 496,6	11,0%	49,5%
Encours sain	267 843,5	268 060,7	270 085,1	272 436,1	274 803,6	273 614,6	273 649,5	274 966,2	0,5%	0,9%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	662,1	658,7	613,7	4 549,6	5 079,8	5 312,8	5 793,9	5 409,2	-6,6%	18,9%
Crédits de trésorerie	554,5	658,5	613,6	4 549,6	5 079,8	5 312,8	5 793,8	5 409,2	-6,6%	18,9%
Comptes ordinaires débiteurs	107,7	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	n.s.	n.s.
Crédits d'investissement	87 254,5	86 554,8	93 925,5	88 285,7	84 589,9	85 325,5	82 980,1	87 764,6	5,8%	-0,6%
Crédits à l'équipement	87 254,5	86 554,8	93 925,5	88 285,7	84 589,9	85 325,5	82 980,1	87 759,6	5,8%	-0,6%
Crédits à l'habitat	2 587,4	2 982,6	1 194,8	1 071,5	1 010,8	1 009,0	947,5	945,6	-0,2%	-11,7%
Autres crédits	282,1	224,5	262,1	351,4	346,2	319,3	314,0	309,8	-1,3%	-11,8%
Encours sain	90 786,2	90 420,6	95 996,1	94 258,2	91 026,7	91 966,5	90 035,5	94 429,3	4,9%	0,2%
Autres agents										
Encours sain	8 667,7	9 014,8	9 923,7	10 893,2	11 570,4	11 285,1	11 522,7	11 464,7	-0,5%	5,2%
TOTAL										
Encours sain	559 477,0	554 648,6	557 273,5	543 106,0	542 552,0	537 310,4	532 139,6	538 921,6	1,3%	-0,8%
dont ECHZE	125 853,6	128 545,2	133 813,6	124 686,1	120 559,8	120 942,9	117 723,2	123 410,0	4,8%	-1,0%
Créances douteuses brutes	48 927,8	58 465,6	62 097,5	61 878,9	61 572,0	62 930,3	64 294,9	64 069,0	-0,4%	3,5%
Créances douteuses nettes	23 491,9	29 497,4	30 681,6	27 080,6	25 396,8	26 228,2	26 551,6	25 726,8	-3,1%	-5,0%
(dt) Entreprises	17 532,6	21 512,7	22 810,9	18 694,0	17 409,6	18 023,3	17 883,3	16 763,9	-6,3%	-10,3%
(dt) Ménages	5 946,3	7 794,1	7 831,6	8 297,2	7 900,0	8 170,2	8 613,6	8 018,8	-6,9%	-3,4%
Provisions	25 435,9	28 968,2	31 416,0	34 798,3	36 175,3	36 702,1	37 743,3	38 342,3	1,6%	10,2%
Encours brut total	608 404,7	613 114,3	619 371,0	604 985,0	604 124,0	600 240,7	596 434,4	602 990,6	1,1%	-0,3%
Taux de créances douteuses	8,0%	9,5%	10,0%	10,2%	10,2%	10,5%	10,8%	10,6%	-0,2 pt	0,4 pt
Taux de provisionnement	52,0%	49,5%	50,6%	56,2%	58,8%	58,3%	58,7%	59,8%	1,1 pt	3,6 pts

Répartition des concours bancaires sains



Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : N. de SÈZE – Responsable de la rédaction : P.-Y. LE BIHAN
Éditeur et imprimeur : IEOM - Achievé d'imprimer : Décembre 2014